

MANOUCHIAN AU PANTHÉON

C'est finalement à Tarnos, que les communistes ont tenu à rendre hommage à la Panthéonisation de ce couple de résistants, honorant également leurs 22 camarades.

Ils se sont rassemblés pour visionner le film de Robert Guédiguian, qui retrace le parcours de ce groupe de résistants communistes des FTP-MOI, mené par Manouchian. Son engagement dans la Résistance et son martyr, symbolisé par l'Affiche Rouge, rappelle le rôle majeur qu'ont joué les immigrés dans l'histoire de France.

Il sera fusillé par les nazis avec 21 de ses camarades, au Mont Valérien le 21 février 1944 (Olga Bancic a été déportée et décapitée par les Nazis à Stuttgart et Epstein Joseph fusillé au Mont Valérien le 11 avril 1944 avec 28 autres camarades).

Au Panthéon, la grande famille de la Résistance restait privée de sa branche communiste, qui pourtant, n'a pas été la moins active.

L'entrée au Panthéon, 80 ans après de Missak Manouchian avec sa femme Mélinée, est une juste reconnaissance. Cela relève d'un événement pour notre pays, en proie à l'oubli et aux fièvres xénophobes.

L'importance de cet événement historique ne nous fera pas oublier toutefois, la loi sur l'immigration, qui même retoquée par le Conseil Constitutionnel, reprend les principales propositions du Rassemblement National et remet en cause nos principes Républicains.

Cette loi de la Honte repose sur un véritable mensonge : NON, l'immigration n'est pas responsable de l'insécurité !!!

L'immigration est une richesse pour notre pays, puisque chaque année, les travailleuses et travailleurs étrangers font



rentrer 60 milliards de cotisations sociales et d'impôts. Sans travailleuses et travailleurs étrangers, il y aura moins de médecins dans nos hôpitaux, d'aides à domicile, de cuistots, de livreurs, de maçons ou d'éboueurs. Cette loi déshonore notre pays.

Les communistes lancent un appel à toutes celles et tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans cette France lepénisée, à la résistance et à la désobéissance civique, à l'image de ce qu'ont déjà lancé 32 Conseils Départementaux, qui annoncent qu'ils n'appliqueront pas cette loi de la Honte. ■

Alain DA SILVA

CACHEZ CES CHÔMEURS QUE JE NE SAURAI VOIR

Macron n'aime pas les couches populaires, et il leurs fait bien sentir. Son refus d'augmenter les impôts des plus riches et son acharnement à détrousser les plus humbles en sont sa marque de fabrique. Mais il est une catégorie qu'il déteste par-dessus tout : **les chômeurs**. Comment pourrait-il en être autrement, ils représentent l'échec patent de sa politique dite pour le plein emploi entièrement tournée vers les entreprises et plus particulièrement celles du CAC 40, ainsi que son incapacité à résorber le chômage malgré ses rododomontades. Et l'emploi continue de se dégrader. Sur un an les créations d'emplois 2023 ont été inférieures à celles de 2022 (moins 113 800).

Alors plutôt que de faire tomber la fièvre, il casse le thermomètre. **Dès le début de son mandat, il en a fait une cible privilégiée.** Jamais, dans l'histoire de la Vème République, l'assurance chômage n'a été attaquée comme le fait Macron et maintenant avec le gouvernement Attal :

—> Juillet 2021 : Dégressivité des allocations des cadres

—> Décembre 2021 : Durcissement des conditions d'accès

—> Février 2023 : Réduction de la durée maximale d'indemnisation

—> Janvier 2024 : Annonce Attal de la suppression de l'allocation spécifique de solidarité (ASS)

Cette dernière créée en 1984 pour les chômeurs en fin de droits, serait remplacée par le RSA. **Mais les conséquences de cette transformation sont loin d'être neutres.** En premier lieu pour les intéressés qui y perdront sur plusieurs tableaux ; les trimestres cotisés pour la retraite en ASS ne le sont pas au RSA. Si le montant pour un chômeur seul est à peu près le même en RSA (540 € environ), il devra quand même accepter des travaux d'intérêt général avec ce dispositif. Double peine donc. Pour un chômeur en couple avec un(e) conjoint(e) salarié(e) mêmes conditions, mais la perte financière sera de surcroît plus importante puisque le RSA est soumis à un plafond de ressources. Et cerise sur le gâteau, le RSA est à la charge des Départements. ■

Maurice GARCIA

L'Étincelle



L'INFO DE BOUCAU vue par les Communistes boucalais

hiver 2024

EDITO

PÔVRE PRÉSIDENT...

Bousculé par les agriculteurs en colère notre Président s'en va en guerre contre les normes écologistes votées à Bruxelles.

« En même temps » il se refuse à mettre en place une agriculture qui répond aux besoins des Français, qui met en place des exploitations plus écologistes et qui surtout place la France en mesure de faire face aux changements climatiques. Cette politique agricole il faut la construire avec tous les paysans, leur assurant un salaire digne et un avenir.

Monsieur Macron ne peut le faire car quoiqu'il en dise son modèle économique est libéral. **C'est le libéralisme qui pousse les États à signer des accords de libre échange qui permettent ensuite aux industriels d'importer des poulets OGN, des viandes traitées à la pénicilline, de mettre dans leurs produits des composants interdits en France.**

Des ministres libéraux comme Monsieur Le Maire pleurent des larmes de crocodile, sur les méchants distributeurs, alors que c'est sa politique qui les a aidés à s'enrichir comme jamais.

Il nous faut une autre Europe, une Europe qui peut unir les peuples qui la composent. Une Europe qui s'attèle à répondre à l'urgence climatique, une Europe qui met fin aux principes de libres concurrences et impose au contraire celui du mieux disant social.

Par exemple sur les grands chantiers européens ou nationaux exiger le paiement des charges sociales.

L'Europe et ses états membres peuvent et doivent imposer un SMIC Européen.

En n'écouter pas ce qui monte des peuples d'Europe, les libéraux de Monsieur Macron et tous ceux qui le soutiennent font et construisent le vote pour une extrême droite prête à s'attaquer à tous les acquis sociaux.

Partout en Europe (Hongrie, Pologne, Danemark, Suède, Italie, Espagne...) les amis de Madame Le Pen ou Monsieur Bardella gèrent ou votent pour le patronat. Leur mission est claire : faire taire toute opposition en France et en Europe.

Nationalistes et libéraux ont en effet un ami commun qu'ils servent avec dévotion : le capitalisme.

Les communistes proposent de relever le défi et de repousser ces deux prétendus combattants.

Ensemble votons et faisons voter pour notre candidat Léon Deffontaines, tête de liste communiste pour une autre Europe le 9 juin prochaine ! ■

Franck SAUBAUX



Compte-rendu de l'AG de « Les Amis de l'Étincelle » du 15 décembre 2023

L'Assemblée Générale qui s'est déroulée dernièrement à Boucau a permis de faire le bilan des activités proposées en 2023.

Plus de 80 personnes ont assisté à la soirée du 15 avril 2023, Boucau en Noir en Blanc et en Couleurs, sur des thèmes qui ont tous suivi un fil rouge qui nous touche profondément, à savoir cet esprit de solidarité qui nous caractérise, une des valeurs humanistes que nous défendons avec cœur et conviction !!! Au mois d'août nous avons contribué au succès à la Foire Nocturne (200 personnes ont partagé nos célèbres « Moules-frites »).

N'oublions pas non plus que les Amis de l'Étincelle, ont un rôle primordial, celui de distribuer les 4500 exemplaires du journal. La singularité de la population boucalaise est de recevoir plusieurs fois par an dans sa boîte aux lettres, l'opinion des communistes par l'Étincelle.

Si la trésorerie de l'association est saine, il n'en reste pas moins que l'augmentation importante des prix du papier, de l'encre et des frais d'imprimerie pénalise fortement la sortie régulière de notre journal, d'où l'extrême nécessité de continuer à trouver les moyens favorisant sa pérennité. (abonnement annuel : 15 €)

Les rapports d'activités et financier ont été adoptés et le bureau reconduit avec à sa tête Joël Da Silva.

Un repas républicain est également évoqué pour 2024. Dans le débat qui suivit nous avons souligné notre plus grande inquiétude face à la montée de l'extrême droite et une situation nationale et internationale inquiétante. Nous avons également été unanimes, pour un retour à la Paix dans le monde. ■

Joël DA SILVA



Contactez nous, par mail : contact@boucaupcf.fr ou par notre site : <https://www.boucaupcf.fr/>

Responsable de la publication : Jean Molères – Supplément des Nouvelles des PA – Commission paritaire : 0123P11421

BOUCAU N'ÉCHAPPE PAS À LA PÉNURIE DE MÉDOCS

Face à ce scandaleux problème, les pharmacies ont un site dédié permettant de diriger le patient vers Labenne, Tarnos, Bayonne ou Anglet, en fait là où la prescription est susceptible d'être délivrée. Cette "rustine" qui constitue un pis-aller matche bien...si la possibilité de déplacement existe !

Par contre en cas de médicament en rupture ou d'ordonnance avec mention "ne pas substituer", c'est la cata. Côté rocambolique il est arrivé que la délivrance complète de prescriptions ne soit effective qu'après avoir sollicité 4 officines dans 4 villes différentes ! Quant aux pénuries, attribuées parfois au choix des labos de vendre certaines spécialités au Pays le plus offrant, elles peuvent concerner, diabète, épilepsie, produits anesthésiants...

Mais sommes-nous vraiment pris par surprise ? Dès 2019, à la faveur des élections européennes auxquelles il était candidat (liste communiste Yan Brossat), Anthony Gonçalves chef de l'un des plus importants centres de traitement du cancer en France s'exprimait avec véhémence et conviction : "Je parle tous les jours avec l'industrie pharmaceutique afin d'élaborer de nouveaux médicaments (je ne la diabolise pas). Je n'ai pas de problème avec elle. **Mon problème est lié à l'absence de maîtrise publique.** On ne peut laisser cette question essentielle à la seule industrie. Pour moi, l'Europe constitue la bonne échelle pour la mise en place d'un pôle public du médicament (...). Si on n'y prend garde

le prix des médicaments va devenir un réel problème comme il est déjà aux USA où le prix de l'insuline menace les soins aux diabétiques" ...

Ces paroles de 2019, parce que criantes d'actualité, rejoignent bien d'autres inquiétudes. Est-il besoin de rappeler le nombre de décès aux urgences dans des conditions sordides faute de prise en charge suffisante, les dizaines voire les centaines de kilomètres supplémentaires parcourus par les services de secours suite aux fermetures de services d'urgence de proximité ? Ceci est pourtant le sombre tableau du système de santé d'un pays qui se prétend la 6^{ème} puissance économique mondiale alors qu'il est en voie de tiers-mondisation.

Que d'attaques aux soins à la santé. **Bien sûr on peut s'habituer à cela, comme on s'habitue à trop de choses : guerre, armement, nombre faramineux de victimes. N'empêche, quand le temps des urnes est venu, suicidaire est de regarder ailleurs.** ■

Jean Claude MORLAAS



LU DANS L'HUMANITÉ...

15/06/2023 - Un an après son arrivée en masse à l'Assemblée : le RN en actes.

Derrière la stratégie de respectabilité sagement appliquée par les parlementaires, les votes et textes déposés montrent que le parti d'extrême droite demeure antisocial, xénophobe et sexiste. Le tout avec une certaine complaisance médiatique et politique.

Des votes toujours antisociaux

À l'heure du bilan, un an après leur élection, c'est d'abord la contradiction entre le discours prétendument social des députés RN et leur travail parlementaire concret qui interpelle. Quasi systématiquement, et alors qu'ils revendiquent de « voter sans sectarisme, dans l'intérêt des Français », ils ont refusé toute mesure susceptible d'améliorer concrètement leur quotidien. Encore le 31 mai dernier, ils ont voté contre le gel des loyers, comme pendant l'été 2022 et les débats autour du texte gouvernemental sur le pouvoir d'achat. En un an, les troupes de Marine Le Pen ont voté contre l'augmentation du Smic, des

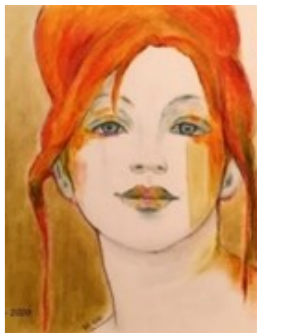
minima sociaux, des salaires ou l'indexation salariale sur l'inflation. Contre encore le blocage des prix, la gratuité des premiers mètres cubes d'eau ou de la cantine scolaire, contre la garantie jeunes à 1 063 euros, la revalorisation des petites retraites et des fonctionnaires...

Le RN s'est, en réalité, aligné sur la politique du gouvernement, comme sur la fiscalité, en refusant de rétablir l'ISF, de conditionner les aides aux entreprises ou de taxer les superprofits. « Il tient un discours social, mais sans le concrétiser, car le RN veut conquérir à la fois les milieux patronaux et populaires », observe le sociologue Sylvain Crépon. En atteste sa seule proposition sur les salaires : inciter les entreprises à augmenter de 10 % les paies en les exonérant des cotisations patronales. « Depuis un an, les votes du RN sur la question sociale ont bien montré sa vision du monde du travail : protéger le capital, les entreprises, et faire peser ces fausses augmentations de salaire sur la protection sociale », résume le député communiste Pierre Dharréville.



ÉVASION DU REGARD

Lors de la rénovation et de l'agrandissement de la mairie, l'équipe de gauche avait instauré un espace partagé pour expo artistique. Nous nous réjouissons qu'en l'occurrence il y ait eu continuité. Jusqu'à fin mars c'est l'artiste peintre Sylvie Fromont - Ithurbide qui en occupe les cimaises. Et c'est vraiment bon de planer en toute sécurité. ■



TRAVAUX



Avant le décret municipal du 29/01/2024 inversant le sens (unique) de circulation de la rue Barsalère, les boucalais(e)s de la cité des forges (et des quartiers environnant) mais aussi les tarnosien(ne)s disposaient d'une entrée dans la ville par la rue Perse et d'une sortie par la rue Barsalère. Maintenant, ils disposent de 2 entrées par les mêmes rues et d'une sortie par la voie ferrée vers le centre-ville.

Au-delà de l'absence totale d'information d'explication, cette décision a été prise en dépit du bon sens et pas que de circulation !!! En effet, les riverains (220 familles boucalaises + les tarnosiennes) seront obligés de passer par le centre-ville de Boucau déjà encombré et appelé à la densification sous peu. Ils seront obligés de franchir un, voire deux passages à niveaux alors que la décision initiale de la sortie par la rue Barsalère avait été motivée par une injonction de sécurité « préfectorale ».

MAISON DES ASSOCIATIONS

Nous nous félicitons de l'ouverture de la maison des associations. Nous souhaitons qu'elle devienne un lieu de vie plaisant à utiliser par tous. Le clientélisme ne pourrait être la règle de gestion d'une telle structure. Les boucalais ont payé, par leurs impôts et notre ville s'est endettée sur plusieurs décennies pour cette infrastructure.

TOUR DE VILLE

LOGEMENT

Beaucoup de Boucalaises et de Boucalais s'interrogent sur la politique de construction de logements sur notre ville.

Logement social, accession à la propriété, propriété privée. Chacun d'entre nous est en droit de se questionner : malgré la dynamique, de plus en plus de boucalais ont des difficultés à se loger.

ACTION DU COLLECTIF CANDITTE

L'étincelle suit avec attention les actions menées par le collectif Canditte pour s'opposer au projet d'installation d'une antenne relais sur pylône sur un site protégé. La position du Maire qui nie avoir donné son accord et de baisser les bras sur un dossier perdu selon lui, ne joue pas dans les intérêts de la commune et des riverains. Affaire à suivre.

Clin d'œil de la rédaction : Alors que notre titre *L'Étincelle* fête ses 90 ans d'existence et que le débat public est pollué par des relents de peste brune digne des heures les plus sombres de notre histoire, nous recevons un article relatant brièvement la vie d'une résistante du département dont la nièce réside à Boucau. Un grand merci pour la transmission de ce cliché et un salut des plus chaleureux à celle qui a fait défiler *L'Étincelle* de manière oh combien originale.

QUAND, MÊME L'ÉTINCELLE PARTICIPAIT À UN DÉFILÉ DE MODE

En novembre 1947 les ateliers de couture de la ville de Pau organisaient au Palais des Pyrénées un concours de robes de papier, réalisées avec des journaux locaux, Jeannette Maximowitch a vite fait son choix.

Jeannette Bousquet Maximowitch est née en 1928 d'un père Serbe et d'une mère originaire de l'Est de la France. Dès l'âge de 16 ans elle a participé à des faits de résistance avec son frère Emile Maxime à Pau et à Nay en tant qu'agent de liaison. Elle n'hésite pas à braver le couvre-feu pour aller coller des affiches et lutter pour les travailleurs.

En 2016 elle a été honorée par le Préfet des Pyrénées Atlantique. Aujourd'hui elle a 96 ans et vit dans un EHPAD à PAU. Elle n'a rien perdu de son esprit militant et combatif. Il y a peu de temps encore elle était conviée à des conférences sur la résistance et invitée par des enseignants soucieux de transmettre ce devoir de mémoire auprès de leurs jeunes élèves. »

